



Mémoire

ÉTUDE DU PROJET DE LOI N° 46, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA
CONSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET D'AUTRES DISPOSITIONS

Présenté à la
Commission des transports et de l'environnement

Septembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION.....	3
2. COMMENTAIRES SUR LE PL46.....	4
2.1 Registre	4
2.2 Désignation de territoires de conservation nordiques et consultation	5
2.3 Accès au territoire.....	5
2.4 Mise en valeur des minéraux critiques et stratégiques	7
3. CONCLUSION	9

1. INTRODUCTION

L'Association minière du Québec (AMQ ou Association) est heureuse de transmettre ce mémoire à la Commission des transports et de l'environnement (Commission) dans le cadre de son mandat d'étude du projet de loi n° 46, Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions (PL46).

Fondée en 1936, l'AMQ agit à titre de porte-parole de l'ensemble des entreprises minières productrices de métaux et de minéraux et de leurs installations, des entreprises métallurgiques, des entrepreneurs miniers et des entreprises minières en développement sur le territoire québécois. Peuvent également devenir membres de l'Association, les fournisseurs, les organismes sans but lucratif, les institutions et les partenaires du secteur minier. L'AMQ est un leader et une référence incontournable d'une industrie minière québécoise responsable, innovante et compétitive, dans une perspective de développement durable.

À cet effet, dans une optique d'amélioration continue en matière de pratiques environnementales et sociales des sociétés minières, l'AMQ a adhéré en juin 2014 à l'initiative Vers le développement minier durable (VDMD), développée par l'Association minière du Canada, et a pris en charge son application au Québec. Depuis 2018, toutes les sociétés minières qui souhaitent être membres de l'Association doivent intégrer dans leurs façons de faire cette initiative qui vise à stimuler le rendement, tout en veillant à ce que les principaux risques liés aux activités minières soient gérés de façon responsable dans leurs installations. En obligeant l'ensemble de ses membres à adhérer au VDMD, l'AMQ s'assure que les sociétés minières opérant au Québec se dotent des plus hauts standards relativement au développement durable. Rappelons que les exigences contenues dans cette initiative vont au-delà des exigences légales auxquelles les compagnies minières doivent souscrire. À l'intérieur de ce programme, les entreprises minières doivent évaluer tous les ans et rendre public leur rendement lié à 27 indicateurs répartis dans sept protocoles :

- La conservation de la biodiversité;
- La gestion des résidus miniers;
- Les relations avec les autochtones et les collectivités;
- L'énergie et les émissions de GES;
- La santé et la sécurité;
- La gestion de crise;
- L'intendance de l'eau.

En plus du VDMD, l'AMQ a adopté une Charte de développement durable des sociétés minières œuvrant au Québec, une charte pour ses membres et développée par ses membres. Soucieux d'adopter et de mettre en place des pratiques responsables qui tiennent compte des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance, les membres de l'AMQ ont donc identifié six engagements auxquels ils se doivent d'adhérer :

1. **Adoption et mise en œuvre des pratiques d'affaires éthiques**, ce qui se traduit par l'implantation de processus de gouvernance rigoureux et par l'adoption de politiques ou de codes encadrant la conduite de l'industrie minière et de ses employés;
2. **Imputabilité de leurs activités et des impacts potentiels**, par une gestion proactive des risques et des incidents potentiels liés au fonctionnement de l'industrie minière et par la planification et la mise en œuvre de réponses diligentes pour atténuer leurs conséquences ou remédier à la situation;
3. **Relations ouvertes et continues avec les parties prenantes**, en faisant preuve de transparence et de proactivité, en communiquant de l'information claire, pertinente et suffisante sur les activités de l'industrie minière, et en mettant en place des mécanismes de dialogue inclusifs;
4. **Contribution active à la protection de l'environnement et de la biodiversité**, conformément à la réglementation en vigueur et en favorisant la mise en place de pratiques allant au-delà des exigences légales et permettant la réduction de l'empreinte environnementale;
5. **Cohabitation harmonieuse avec les collectivités**, en respectant les usages et les cultures du milieu, et en adoptant les mesures nécessaires en vue d'optimiser les retombées locales tout en minimisant les nuisances et contraintes liées aux activités et aux installations de l'industrie minière;
6. **Bien-être et sécurité des employés**, en leur offrant un environnement de travail sécuritaire, des conditions d'emploi compétitives et un milieu de travail respectueux et équitable contribuant à leur plein développement professionnel.

2. COMMENTAIRES SUR LE PL46

L'Association minière du Québec accueille favorablement ce projet de loi dans sa forme actuelle. Elle comprend que le but est d'accélérer la désignation de nouvelles aires protégées afin d'atteindre les cibles que s'est fixées le gouvernement du Québec.

2.1 Registre

L'AMQ voit d'un bon œil l'implantation de deux nouveaux registres compilant des renseignements relatifs à l'ensemble des territoires bénéficiant de mesures de conservation. En effet, comme toute nouvelle mine est tributaire d'un accès au territoire pour la prospection et l'exploration, il est essentiel de bien connaître les conditions de conservation applicables.

L'Association croit cependant qu'un seul registre unifié serait plus pertinent et plus convivial ou, à tout le moins, que l'ensemble des données puissent être visualisées sur une seule carte interactive. Ceci donnerait ainsi une meilleure vision d'ensemble de toutes les conditions de conservation déjà applicables sur le territoire ainsi que de tous les territoires désignés par ces dites conditions.

2.2 Désignation de territoires de conservation nordiques et consultation

L'Association accueille aussi positivement la désignation de territoires de conservation nordiques qui permettra de mettre la table afin de compléter les travaux du sous-groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan nord à la protection de l'environnement (SGT30) mis en place par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et la Société du Plan Nord (SPN) auquel l'AMQ participe depuis le début.

L'industrie minière est toutefois préoccupée par la façon dont seront consultés les utilisateurs et futurs utilisateurs du territoire. En ce sens, l'AMQ espère qu'ils seront impliqués dès le début du processus de consultation menant à la désignation de ces territoires de conservation nordiques puisqu'ils seront affectés au premier chef par cette décision. Il s'agit d'une façon de faire que le gouvernement exige des sociétés minières lorsqu'elles développent leurs projets. C'est ce à quoi adhère l'industrie et c'est aussi ce à quoi elle s'attend du gouvernement.

L'Association s'inquiète du fait que ses membres ou les détenteurs de claims seraient consultés au même moment que le grand public dans le processus de désignation d'aires protégées, c'est-à-dire lors de la période de 30 jours prescrite à cet effet. L'AMQ craint donc que ce modèle soit aussi appliqué aux territoires de conservation nordiques et que la période de 30 jours soit insuffisante pour recueillir tous les commentaires des sociétés minières visées, leur donner le temps de recueillir des informations ou faire les démarches nécessaires pour faire valoir leur point de vue.

En bref, l'AMQ souhaite que les utilisateurs du territoire soient impliqués dès le début de tout processus, au même titre que les différents ministères et communautés concernés, et non pas uniquement lors d'une éventuelle consultation publique de 30 jours, une fois que le plan du territoire désigné est établi. L'AMQ souhaite que cette même méthodologie soit appliquée lors de la désignation d'aires protégées, la sélection des territoires, le choix des statuts de protection privilégiés et la détermination des objectifs de conservation.

2.3 Accès au territoire

À l'analyse de ce projet de loi, l'enjeu de l'accès au territoire est celui qui préoccupe le secteur minier au plus haut point puisque la pérennité du secteur minier québécois en dépend. Pour l'industrie minière, il est important de collaborer avec le gouvernement afin de ne pas restreindre indûment l'accès au territoire et ainsi, limiter les possibilités de nouvelles découvertes minérales. Notons au passage qu'actuellement, qu'un peu plus de 18 % du territoire québécois est déjà couvert par des restrictions à l'exploration (périmètres urbanisés, territoires incompatibles avec l'activité minière (TIAM), etc.).

À cet effet, il est intéressant de noter que moins de 15 % du sous-sol québécois est actuellement connu et que les mines actives n'occupent que 0,005 % de la superficie de la province. En ajoutant les mines qui sont fermées, la production minière ne s'étend que sur 0,03 % du territoire.

Ces données démontrent qu'il y a encore de la place pour intervenir et du potentiel à découvrir. Restreindre l'accès privera assurément le Québec de belles découvertes et de la mise en production de mines créatrices de prospérité socioéconomique pour les communautés locales et l'ensemble des Québécois. Il faut garder cela à l'esprit, surtout lorsque l'on sait qu'il peut s'écouler plus de 10 ans entre une découverte et une mise en production d'une mine. Pour saisir toute l'ampleur des retombées économiques, l'Association minière du Québec publiera prochainement une étude qui révèle que toutes les régions tirent profit de la présence de l'industrie minière :

- **1,33 milliard de dollars** versés au **gouvernement du Québec en 2018**, sans compter l'impôt sur le revenu des sociétés;
- **Près de 10 milliards de dollars en dépenses totales** au Québec, dont :
 - 3,44 milliards en Abitibi-Témiscamingue;
 - 2,16 milliards sur la Côte-Nord;
 - 1,17 milliard sur l'île de Montréal;
- **48 006 emplois** générés ou maintenus (directs, indirects et induits), dont :
 - 15 000 en Abitibi-Témiscamingue;
 - 7 120 sur la Côte-Nord;
 - 6 405 à Montréal;
- **Près de 104 000 dollars en salaire** moyen dans les opérations minières;
- **3 800 fournisseurs** au Québec, dont :
 - 1 210 en Abitibi-Témiscamingue;
 - 685 sur l'île de Montréal;
 - 435 en Montérégie;
- **9 milliards de dollars** en contribution au PIB du Québec;
- **Plus de 21 millions de dollars versés aux communautés autochtones** au Québec en 2018 (selon nos estimations et les données rendues publiques sur SEDAR).

Pour que le Québec et les Québécois continuent de profiter des bénéfices liés aux activités minières, l'AMQ est d'avis qu'un important travail de caractérisation et d'acquisition de connaissances géologiques s'avère essentiel avant de procéder à quelque protection que ce soit. Il importe de se donner la chance de mieux connaître les richesses présentes avant de geler une portion de territoire à tout jamais. Il est essentiel de s'assurer que le potentiel minéral est pris en compte dans tous les processus de soustraction de territoires afin que les intervenants, les détenteurs de droits et les gouvernements disposent de l'ensemble des données pour prendre des décisions éclairées.

Les travaux d'exploration, intégrant souvent des études de caractérisation environnementale, réalisées notamment par l'industrie minière, contribueraient à bonifier la connaissance des territoires visés par des mesures futures de conservation.

De plus, en matière de conservation de la biodiversité, l'Association prône l'approche qualitative à l'approche quantitative et souhaite que le gouvernement voie lui aussi l'importance de cette distinction. En d'autres termes, ne protégeons pas une superficie de territoire importante dans le but d'atteindre les objectifs, mais bien dans le but de protéger la biodiversité.

Cette position est celle que tient l'Association depuis longtemps et notamment dans le cadre des travaux du Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (GT30). Ce groupe est mandaté pour proposer des pistes de solutions pour l'atteinte de la cible gouvernementale de conservation visant à consacrer, d'ici 2035, 50 % du territoire du Plan Nord à des fins autres qu'industrielles et de veiller à la protection de l'environnement et à la sauvegarde de la biodiversité. Soyez assurés que l'AMQ a été et continuera d'être un partenaire-collaborateur des travaux de ce groupe de travail.

Tous doivent faire leur part en matière de protection du territoire et de maintien de la biodiversité. À cet effet, l'industrie minière convient que 20 % du territoire du Plan Nord doit faire l'objet de mesures de protection. Elle souhaite toutefois pouvoir intervenir sur le 80 % du territoire qui reste, soit sur 50 % du territoire conformément à la législation et réglementation en vigueur, et sur le 30 % du territoire restant en respectant la législation, la réglementation et les exigences de conservation qui seront identifiées.

En d'autres mots, le secteur minier plaide pour une continuité des activités tout en protégeant ce qu'il y a à protéger sur le territoire, par la mise en place de mesures de conservation sur 30 % du territoire. D'où l'importance de l'accès au territoire pour évaluer le potentiel de celui-ci et le caractériser.

L'Association est aussi inquiète concernant la délimitation ou l'emplacement de zones protégées strictes. Il sera essentiel, dans les processus de délimitation et de désignation, de ne pas bloquer l'accès à des zones où l'activité minière serait possible au pourtour. En d'autres mots, l'AMQ craint que certains territoires protégés empêchent la construction de chemin d'accès, par exemple, ou encore la construction à coûts raisonnables de lignes électriques ou de gaz naturel pour acheminer l'énergie propre vers les sites miniers et ainsi réduire la dépendance au mazout et au diesel.

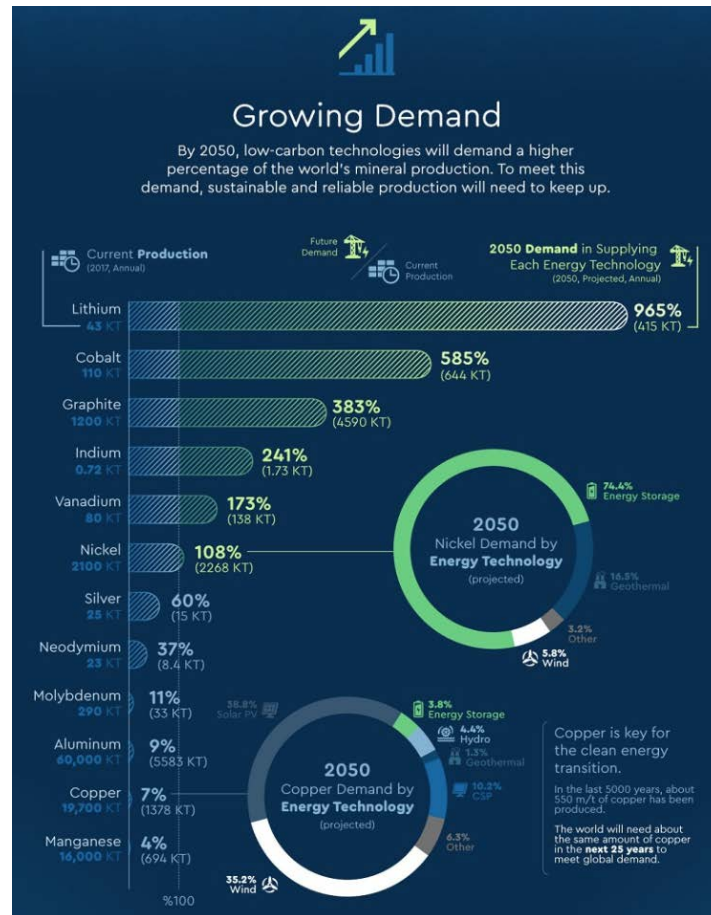
2.4 Mise en valeur des minéraux critiques et stratégiques

Le gouvernement du Québec a ciblé le secteur de l'électrification des transports comme un des secteurs clés visant la relance économique du Québec. S'il est sérieux dans cette démarche, il devra sécuriser ses approvisionnements en minéraux critiques et stratégiques (MCS). C'est aussi vrai pour répondre à la demande grandissante de minéraux nécessaires aux technologies faibles en carbone permettant la transition énergétique mondiale (Figure 1).

Le Québec est riche en MCS et certains gisements découverts sont de classe mondiale. Voilà un avantage non négligeable pour le Québec. Pour en tirer profit, il faut toutefois

pouvoir y avoir accès. Il est donc impératif de réduire les contraintes à l'exploration, puisque les réserves actuelles ne permettront malheureusement pas de répondre à la demande de demain. C'est ici qu'entre en ligne de compte l'importance de découvrir de nouveaux gisements.

Figure 1 : Croissance de la demande anticipée pour certains minéraux¹



Comme le mentionne l'Association minière du Canada (AMC) :

« Il existe une synergie naturelle entre l'industrie minière et les technologies propres. Les matières premières sont transformées en outils technologiques qui contribueront à leur tour à la réduction de l'empreinte environnementale de l'industrie, ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité et de la fiabilité des activités minières. Ces mêmes matières premières permettent également la transition vers un avenir plus vert.

¹ <https://www.worldbank.org/en/news/infographic/2019/02/26/climate-smart-mining>

Un récent rapport de la Banque mondiale² a conclu que l'utilisation accrue de technologies à faible empreinte carbone dans les secteurs de l'énergie éolienne, de l'énergie solaire et du stockage d'énergie permettra d'augmenter la demande de minéraux et de métaux. Un rapport de *Clean Energy Canada*³ souligne quant à lui l'occasion que constitue une économie à faible empreinte carbone pour le Canada et son industrie minière, indiquant que le pays possède de riches gisements de nombreux minéraux et métaux nécessaires aux technologies d'énergie renouvelable. Par exemple, le Canada abrite 14 des 19 métaux et minéraux requis pour construire un panneau photovoltaïque. *Clean Energy Canada* encourage ainsi le pays à devenir le principal fournisseur de produits miniers essentiels à la fabrication de ces technologies propres.

Dans son rapport, le groupe de réflexion met l'accent sur les normes de l'industrie minière canadienne en matière de durabilité, notamment l'initiative *Vers le développement minier durable* de l'AMC, et sur le fait qu'on retrouve au pays certaines des mines ayant la plus faible intensité carbonique au monde grâce à l'utilisation de plusieurs sources d'énergie et à l'adoption de technologies propres par les entreprises.⁴ »

Le Québec peut faire sa part et doit saisir cette occasion. Avec l'accès à l'hydroélectricité et aux énergies renouvelables, les mines du Québec peuvent être reconnues comme les mines émettant le moins de gaz à effet de serre sur la planète et ainsi positionner les ressources minérales produites ici à titre de ressources propres rencontrant les exigences des politiques d'approvisionnement responsable.

3. CONCLUSION

Comme il l'est mentionné dans ce mémoire, la préoccupation majeure du secteur minier en regard du PL46 concerne l'accès au territoire. Selon l'AMQ, les retombées de l'industrie minière québécoise sont trop importantes pour ne pas en tenir compte.

Les sociétés minières sont de réelles partenaires des milieux où elles s'implantent, participent à la vie communautaire et font une différence. Mais pour pouvoir assurer la pérennité de l'industrie et sa prospérité, il faut aller sur le terrain, et aller explorer pour renouveler les réserves minérales.

Soyez également rassurés. Lorsqu'une mine cesse ses activités, elle prend ses responsabilités et assure la mise en œuvre diligente de son plan de restauration approuvé par le gouvernement avant même le début de ses opérations. Au-delà de la restauration des sites miniers, il est prioritaire pour l'industrie de réduire les impacts de ses activités sur la biodiversité, et ce, à toutes les étapes du cycle de vie d'une mine et en incluant les

² <http://documents.worldbank.org/curated/en/207371500386458722/pdf/117581-WP-P159838-PUBLIC-ClimateSmartMiningJuly.pdf>

³ <http://cleanenergycanada.org/wp-content/uploads/2017/06/MiningCleanEnergy2017.pdf>

⁴ <https://mining.ca/fr/notre-expertise/changements-climatiques/le-role-de-lindustrie-mini%C3%A8re-dans-le-d%C3%A9veloppement-des-%C3%A9nergies-propres/>

parties prenantes lors de la planification et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de protection à mettre en place.

Il est vrai que l'exploitation minière a des répercussions sur la biodiversité. Les exigences en place au Québec et la préoccupation des sociétés minières envers celle-ci permettent toutefois d'évaluer, d'éviter ou de minimiser ces répercussions. En ajoutant le respect des exigences de conservation qui seront définies pour les territoires de protection nordiques, nul doute que l'industrie minière sera en mesure d'y exercer des activités, tout en favorisant la biodiversité.

Les membres de l'AMQ mettent en place les meilleures pratiques possible afin de respecter les exigences et réduire les impacts sur la biodiversité tout au long du cycle de vie d'une mine. De plus, l'Association, de par son adhésion au VDMD, est fière de participer au développement de méthodes de conservation de la biodiversité innovantes qui feront du Québec un leader mondial en la matière.

L'Association minière du Québec réitère qu'elle offre toute sa collaboration aux membres de la Commission dans le cadre de leurs travaux sur le PL46 afin que se maintienne au Québec une activité minière forte et porteuse de prospérité socioéconomique pour toutes les régions.